



BRIEFING REGIONAL N°1

Briefing sur le développement rural en Afrique Centrale Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Accès à la terre, acquisitions de terres et développement rural: nouveaux enjeux, nouvelles opportunités

Yaoundé, Cameroun, 27-28 septembre 2010

Contexte

La terre est un bien d'une importance primordiale pour des milliards de personnes qui vivent dans les zones rurales des pays en développement. La nature des droits sur la terre et la manière dont ces habitants peuvent en disposer varient grandement selon la compétition pour cette terre, le degré de pénétration du marché et le contexte institutionnel et politique global. La situation est certes très diverse mais, les pressions sur la terre ne feront qu'augmenter ces prochaines décennies en raison de l'impact de la croissance démographique, l'urbanisation, la globalisation des marchés et l'impact du changement climatique¹.

Liens entre l'accès à la terre et la réduction de la pauvreté

L'accès à la terre peut être défini comme l'ensemble des procédés par lesquels les citoyens, individuellement ou collectivement, acquièrent les droits et les opportunités leur permettant d'occuper et d'utiliser des terres (dans un but de production et à des fins économiques et sociales), que ce soit sur une base temporaire ou permanente. Ces procédés incluent la participation à des marchés formels et informels, l'accès au foncier via des réseaux familiaux ou sociaux, y compris la transmission de droits fonciers par héritage et au sein des familles, et l'allocation des terres par l'État et d'autres autorités, avec un contrôle sur celles-ci. Lorsqu'une ressource se raréfie et acquiert de la valeur, ceux qui disposent de droits peu fiables sur cette ressource auront tendance à être perdants, en particulier les pauvres, les habitants périurbains, les femmes et ceux vivant dans des zones de conflit. Il est essentiel de régler la question de la sécurité foncière pour garantir la justice sociale, la stabilité politique, la paix et promouvoir le développement rural, tout en encourageant l'investissement local et étranger². Les droits des femmes sont particulièrement vulnérables, notamment face à l'impact grandissant du VIH/SIDA.

Régimes fonciers, croissance de la productivité et innovation

Accroître la sécurité des régimes fonciers des personnes pauvres - par des réformes des locations ou par le régime foncier coutumier - peut, à certaines conditions, augmenter la productivité et rendre la terre plus accessible aux pauvres plus que les titres de propriété foncière et la privatisation des terres. Dans la plupart des pays, une implication directe des institutions de l'État, en plus que des acteurs non-étatiques et du secteur privé, est nécessaire pour promouvoir les intérêts des populations pauvres³. Souvent, un accès sécurisé à la terre est un outil pour promouvoir de meilleures décisions de gestion des ressources, prévenir ou minimiser les conflits fonciers locaux et contribuer à l'accroissement de la productivité⁴. Dans certains cas, le manque de crédit et de connaissances et une faible productivité peuvent avoir plus d'impact que la nature même des régimes fonciers. Toutefois, pour les ménages ruraux affectés par l'insécurité alimentaire, l'accès à la terre et la sécurité foncière sont parmi les principaux facteurs qui influent sur leurs choix et leurs perspectives, car ces éléments représentent une garantie stable de sécurité alimentaire et de revenus, dans un contexte des marchés du travail limité, saisonnier et non-rémunéré. L'incidence croissante de la sécheresse, les mauvaises récoltes, la perte du bétail, la déforestation et dégradation des sols entraînent la perte de millions d'hectares de terres agricoles. La sécurité des régimes fonciers influent sur les décisions concernant la nature des cultures (de subsistance ou commerciales) et sur la volonté des agriculteurs à investir dans l'amélioration de la production, la gestion durable, et l'adoption de nouvelles technologies et innovations prometteuses⁵.

¹FAO, Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (ICARRD), Porto Alegre, mars 2006, Document thématique 1- Politiques et pratiques pour garantir et améliorer l'accès à la terre. http://www.icarrd.org/fr/icard_doc_down/Issue_Paper1.pdf

²IIED and FAO, Better land access for the rural poor. Lessons from experience and challenges ahead (uniquement en anglais), <http://www.iied.org/pubs/pdfs/12532IIED.pdf>

³ODI, Making agriculture work for the poor, Natural resources perspectives, 2007 (uniquement en anglais), <http://www.odi.org.uk/resources/specialist/natural-resource-perspectives/111-making-agriculture-work-poor.pdf>

⁴ Une analyse de la Banque mondiale (2005) sur les politiques foncières effectuée dans 73 pays entre 1960 et 2000 montre que les pays avec la répartition des terres initiale la plus équitable atteignent des taux de croissance deux à trois fois supérieurs à ceux où la distribution des terres est moins équitable.

⁵ IFAD, Improving access to land and tenure security, 2008 (uniquement en anglais), <http://www.ifad.org/pub/policy/land/e.pdf>

Nouveaux défis: les effets des crises climatique, alimentaire et financière sur le foncier

La croissance rapide de la population de nombreux pays, l'urbanisation croissante combinée à la méfiance dans le fonctionnement des marchés mondiaux en raison de la crise des prix agricoles augmentent la pression sur les terres pour la production agricole et ont renouvelé l'attention portée aux investissements directs étrangers dans l'agriculture. Certains pays, confrontés à des contraintes en ressources naturelles mais riches en capitaux, tentent d'acheter ou louer des terres dans les pays en développement, afin de s'assurer un approvisionnement alimentaire, en fourrage et biocarburants⁶. Des entreprises publiques et privées, des banques et des fonds spéculatifs acquièrent des millions d'hectares en Afrique, Asie et Amérique latine⁷. Ces investissements ne doivent pas être condamnés à priori, étant donné qu'il est urgent d'augmenter le volume des investissements dans l'agriculture et l'implication du secteur privé dans l'agriculture. Mais les pays bénéficiaires doivent bien négocier les contrats et l'application de règles de conduite est nécessaire pour assurer la participation des producteurs locaux, le respect des droits de propriété coutumiers, une compensation adéquate, la gestion durable des ressources naturelles, ainsi que des règles commerciales équitables. En effet, un commerce international libre, fondé sur des règles transparentes et équitables est particulièrement nécessaire en temps de crise⁸. Pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier, les défis actuels sont très importants, car face à l'augmentation de la demande, à la hausse mondiale des prix alimentaires et à la réduction de la capacité d'importer, leurs besoins alimentaires doivent être satisfaits par la production nationale, qui dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie est réalisée par les petits agriculteurs⁹.

Le développement du secteur privé agroalimentaire et de l'industrie agroalimentaire locale

S'il est bien géré, l'intérêt actuel pour l'investissement dans l'agriculture peut représenter une grande source de financement ainsi que d'acquisition et de partage de technologies à même de faciliter la diversification agricole des pays ACP et contribuer au renforcement du secteur privé local dans la chaîne de valeur. Il est aussi nécessaire de développer des liens entre producteurs et industrie agroalimentaire pour que ces investissements soient profitables aux petits exploitants en favorisant la croissance des PME agroalimentaire locales.

Politiques et gouvernance foncières de retour dans l'agenda du développement?

La sécurité des droits fonciers est aujourd'hui reconnue par la plupart des gouvernements africains comme un élément essentiel de paix, stabilité et croissance économique. L'Union africaine considère une meilleure gouvernance des terres et des ressources naturelles comme un moteur de paix et de stabilité à travers le continent. Les gouvernements ACP doivent prendre l'initiative en matière de politique et de réforme foncières, au vu des intérêts politiques en jeu, et les donateurs doivent soutenir ce processus¹⁰. Souvent l'émission de titres et l'enregistrement des terres peuvent revêtir moins d'importance que le renforcement des institutions locales qui peut contribuer à rapprocher la gestion des droits fonciers du terrain¹¹.

Objectifs du briefing

Le CTA, la DG Développement et EuropeAid de la CE, le Secrétariat ACP, Concord et plusieurs médias en collaboration avec la PROPAC, les organisations d'intégration régionale organisent des briefings régionaux sur des questions clés du développement rural. Les objectifs sont de (i) sensibiliser sur les défis existants et émergents; (ii) promouvoir l'échange d'informations et d'expertise; (iii) alimenter les débats en analysant les sujets sous différentes perspectives. Le groupe cible est plus de 130 décideurs de la région Afrique Centrale, représentants des États membres, des organisations d'intégration régionale, des organisations bilatérales et internationales, des groupes de la société civile, des chercheurs et acteurs de terrain.

Résultats Les informations et les commentaires recueillis avant, durant et après les réunions seront publiés sur le blog des Briefings : <http://bruxellesbriefings.net/>. Des rapports succincts en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion.

⁶ Joaquim Von Braun, Food and Financial Crises - Implications for Agriculture and the Poor, IFPRI Food Policy Report No. 20, décembre 2008 (uniquement en anglais), <http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr20.pdf>

⁷ IFAD, Improving access to land, cit., <http://www.ifad.org/pub/policy/land/e.pdf>

⁸ Joaquim Von Braun, Food and Financial Crises, cit. <http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr20.pdf>

⁹ IFAD, Improving access to land, cit., <http://www.ifad.org/pub/policy/land/e.pdf>

¹⁰ African Union - African Development Bank - United Nations Commission for Africa, Land policy on Africa: a framework of action to secure land rights, enhance productivity and secure livelihoods. Consultative Workshop, 27-29 March 2006, Issues paper (uniquement en anglais), <http://www.uneca.org/sdd/meetings/LandPolicy/IssuesPaper.pdf>

¹¹ C. Toulmin, Securing land rights for the poor in Africa — Key to growth, peace and sustainable development (uniquement en anglais), http://www.undp.org/Legalempowerment/pdf/Africa_land_2.pdf



Briefing sur le développement rural en Afrique Centrale
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE
Accès à la terre, acquisitions de terres et développement rural:
nouveaux enjeux, nouvelles opportunités

Hôtel Mont Fébé, Yaoundé, Cameroun, 27-28 septembre 2010

Programme

Lundi 27 septembre 2010

9h00-9h30 Remarques introductives : *Elisabeth Atangana, Présidente, Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC), CTA, CE, CDE*

9h30-13h00 **Panel 1 – Régimes fonciers et développement rural: questions clés**

Cette session examinera les liens entre les droits de propriété, les investissements et la création d'opportunités économiques dans les zones rurales. Elle se penchera sur la corrélation entre l'inégalité dans la répartition des terres et la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. Un large éventail d'approches pour renforcer les droits fonciers émerge actuellement et il est utile de partager les leçons qui en découlent pour les gouvernements, la société civile et les acteurs impliqués dans le foncier.

Intervenants :

- Acquisitions et locations de terres à grande échelle : ensemble de principes minimaux et de mesures pour relever le défi au regard des droits de l'homme
Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation
- Politiques foncières, investissements agricoles, gouvernance responsable du foncier et développement rural: enjeux nouveaux et anciens
Paul Mathieu, expert senior sur le foncier, FAO
- Les enjeux de la propriété foncière et des politiques foncières en Afrique
Hubert Ouedraogo, Expert, Initiative de Politique Foncière de l'UA, CEA, BAD
- Evolution des pratiques foncières dans les zones de savane en Afrique centrale
*Pabamé Sougnabé (Tchad), Bernard Gonne (Cameroun), Félix Ngana (Centrafrique)*¹²

13h00-14h00 Déjeuner

14h00-18h00 **Panel 2 – Politiques et gouvernance foncières et forestières**

La sécurité des droits fonciers sont à présent reconnus par la plupart des gouvernements africains comme un élément essentiel pour atteindre la paix, de la stabilité et de croissance économique. Au vu des intérêts politiques en jeu, les gouvernements doivent prendre l'initiative en matière de politique et de réformes foncières et les donateurs doivent soutenir ce processus¹³. Dans de nombreux pays, l'émission de titres et l'enregistrement des terres peuvent revêtir une importance moindre que le renforcement des institutions locales, et la décentralisation de la gestion des droits fonciers¹⁴. Le secteur privé lui a un rôle clé à jouer dans la gestion des ressources forestières en valorisant le potentiel local et les stratégies de valeur ajoutée et de niche.

Intervenants :

- Délimitation et Conservation forestière en Afrique centrale, cas du Programme d'Appui à la Conservation des Ecosystèmes du Bassin du Congo (PACEBCo)
Patrice Mezui, Expert Financier et Foncier, CEEAC, BAD
- Les investissements pour les Biocarburants et Gouvernance foncière en Afrique Centrale
Sourakata Bangoura, Bureau sous-régional Afrique Centrale, FAO
- Renforcer les droits fonciers des petits exploitants dans des zones à conflit
Thierry M. Musole, Directeur Général, Aide et Action pour la Paix, RDC
- Accès équitable aux terres et droits des peuples autochtones
Dr. Ralf Leonhard, Expert foncier, FIAN

¹² http://hal.cirad.fr/docs/00/47/04/31/PDF/078_pabame.pdf

¹³ UA/BAD/UNECA, « Land policy on Africa: a framework of action to secure land rights, enhance productivity and secure livelihoods », 2006, <http://www.uneca.org/sdd/meetings/LandPolicy/IssuesPaper.pdf>

¹⁴ C. Toulmin, « Securing land rights for the poor in Africa — Key to growth, peace and sustainable development », http://www.undp.org/Legalempowerment/pdf/Africa_land_2.pdf

- Alliances entre gestion communautaire et politiques nationales pour la protection de la biodiversité
Hon Blondeau Tatalata, député national, coordinateur UNGC/REPADER, Cameroun
- Enjeux du foncier au Rwanda, RDC et Burundi : implication de la société civile
Aurore Mansion, Expert, Pôle Environnement, filières et agricultures familiales, GRET, M Prime, ACCORD Burundi et M Malembe, Forum amis de la terre

Mardi 28 septembre 2010

Panel 3 – L’acquisition de terres à grande échelle et leur contribution au développement

Que savons-nous des acquisitions foncières ? Quelle est leur envergure et quels sont les principaux pays affectés ? Quels en sont les moteurs ? Les tendances mondiales récentes suggèrent une augmentation massive de l’intérêt commercial mondial pour les ressources foncières et naturelles. Dans de nombreux pays, cela crée des pressions sans précédent sur les ressources naturelles et des tensions nouvelles sur les systèmes de propriété foncière. Par ailleurs, ces investissements pourraient-ils constituer une opportunité de revitaliser l’agriculture pour certains pays ? Quels types d’investissement favoriseraient le développement d’entreprises locales ? Quels types d’accords possibles entre les producteurs et les investisseurs nationaux/transnationaux ?

Intervenants:

- Acquisition de terres à grande échelle pour l’investissement agricole: tendances et questions clé
Klaus Deininger, Economiste en chef, Groupe de développement rural, Banque Mondiale
- Comment structurer les investissements agricoles – types d’accords possible favorables aux petits producteurs
Lorenzo Cotula, Senior Researcher - Law and Sustainable Development IIED, Royaume Uni
- Business model assurant l’inclusion des petits exploitants
Hlongwane Thobekile, Responsable du Foncier, Mondic Central and South Africa Division
- Gouvernance des investissements agricoles à grande échelle, le cas de la RDC
Augustin Mpyoi Mbunga, Directeur exécutif, CODELT, RDC
- Des cadres politiques, la propriété foncière et les revendications des agriculteurs en Afrique de l’Ouest et Centrale: l’expérience de l’ICRAF sur les méthodes d’évaluation dans les écosystèmes forestiers
Serge Ngendakumana, Chercheur associé en agroforesterie et changements climatiques, Centre mondial d’agroforesterie, Cameroun
- Comment réconcilier les investissements et le développement: le cas de la culture de la jatropha
Christian Prétot, Président directeur général, Neo Ecology Oil (NEO), France

13h00-14h00 Déjeuner

Panel 4 – Promotion des investissements agricoles internationaux responsables

L’idée d’un code de conduite international pour l’acquisition foncière a été discutée par diverses organisations et gouvernements. En juin 2009, les Nations Unies ont également proposé une série de principes et de mesures fondés sur les droits humains pour l’élaboration d’acquisitions et de locations foncières transnationales de grande envergure. Ces principes et mesures visent à aider les investisseurs et les gouvernements des pays hôtes dans la négociation et la mise en œuvre de locations et d’acquisitions foncières à grande échelle bénéficiant aux populations, y compris aux groupes les plus vulnérables du pays hôte. Une approche multilatérale pourrait faire obstacle aux politiques de « chacun pour soi », les pays étant en concurrence pour l’investissement direct étranger et revoyant à la baisse les conditions imposées aux investisseurs étrangers. Cela pourrait permettre une plus grande certitude juridique pour les investisseurs.

Intervenants:

- Règles éthiques sur les investissements et principes communs d’acquisition de terres à grande échelle
OCDE, FAO, BM, FIDA.
- Le positionnement de la France sur l’appropriation massive de terres agricoles
Lionel Vignacq, Ministère Français des Affaires Étrangères
- Les enjeux des acquisitions de terres à grande échelle: la perspective de GRAIN
Devlin Kuyek, chercheur GRAIN
- Les expériences des producteurs de différentes régions africaines
E. Atangana, Président de PROPAC, Djibo Bagna, Président de ROPPA, Ishmael Sunga, CEO de SACAU
- Les interactions du secteur privé avec les communautés locales: le cas des biocarburants
Meghan Sapp, Managing Director de HG Consulting.eu BVBA, Spain
- La problématique foncière dans le contexte de l’intégration régionale

Conclusions